

## L'histoire du temps présent



Denis Scuto

## La vérité, toute la vérité?

„Wëlle mir déi ganz Wourecht wëssen? Hu mir ons Vergaangenheet opgeschafft? Wéi war dat wierklech am 2. Krich zu Lëtzebuerg?“ Ces questions intéressantes étaient posées dimanche dernier dans l'émission Kloertext sur RTL Télé Lëtzebuerg.

Elles interpellent l'historien, conscient de la difficulté de la tâche, résumée ainsi par le philosophe Paul Ricoeur: „L'Histoire (...) a la prétention de dire ce qui est réellement advenu. Or ce qui est réellement arrivé est à jamais perdu: par là-même l'historien se sent héritier d'une dette. Il a pour tâche de restituer l'absent.“ Pas facile de dire la vérité sur ce qui n'est plus. Pour bon nombre de penseurs postmodernes, l'histoire, un récit sur ce qui est révolu, est une fiction. Pour beaucoup d'historiens néanmoins, un savoir objectif sur le passé reste à la fois nécessaire et possible.

L'historien Richard Evans l'exprime ainsi dans son livre „Lying about Hitler. History, Holocaust, and the David Irving Trial“: „I will look humbly at the past and say despite them all: it really happened, and we really can, if we are very scrupulous and careful and self-critical, find out how it happened and reach some tenable though always less than final conclusions about what it all meant.“

## Restituer l'absent

Mais le devoir critique et autocritique de l'historien n'est pas seulement bafoué par des négationnistes connus comme Irving. L'histoire en général a encore et encore joué un rôle de science de légitimation. A l'ère des Etats-nations, les historiens se sont retrouvés bien souvent, comme le formule Peter Schöttler, entre des alternatives idéologiques absurdes: approbation de l'action de l'Etat ou subversion, nationalisme ou défaitisme.

Après la Seconde Guerre mondiale les historiens ont contribué en France à élaborer l'image héroïque de De Gaulle, des Compagnons de la Libération, de la Résistance et occulté Vichy. En Allemagne, la bonne conscience des élites de la République de Bonn a dominé, dans le monde politique comme dans le monde universitaire, des élites qui – si elles n'avaient pas été carrément nazies – avaient, pour citer Pieter Lagrou, commencé leurs carrières par maintes compromissions avec le régime nazi avant de se draper dans les habits héroïques douteux des conspirateurs du 20 juillet 1944.

L'attitude auto-critique demandée par Evans a manqué pendant longtemps en France et en Allemagne. Les discours monolithiques furent remis en question par d'autres, des écrivains, des cinéastes, des philosophes. En France, le documentaire „Le chagrin et la pitié“ (1971) de Marcel Ophüls sur l'Occupation et la Collaboration à Clermont-Ferrand représente un tournant important dans le débat sur le ré-

gime de Vichy. La Télévision française a censuré le film, qui n'est apparu sur le petit écran qu'après l'arrivée de la gauche au pouvoir, en 1981. En 1970, le directeur de l'ORTF s'est rendu auprès du Général de Gaulle pour lui demander ce qu'il devait faire de ce film qui évoquait des vérités 'désagréables'. De Gaulle lui aurait répondu: „La France n'a pas besoin de vérités; la France a besoin d'espoir.“

Voulons-nous la vérité, toute la vérité? Ou recherchons-nous seulement des moments et figures d'identification positive dans le passé national? Sur le plateau de Caroline Mart, deux créateurs culturels ont insisté sur la nécessité de porter un regard critique sur ce passé, sur ce qui est derrière nous afin de pouvoir aller de l'avant: Claude Waringo, producteur du film „Eng nei Zäit“ – sur lequel je reviendrai la semaine prochaine – et Frank Feitler, qui propose la semaine prochaine au Kasemattentheater avec Marc Limpach une lecture de textes intitulée: „Unglücklich die Zeit, die Helden nötig hat! Eine Lesung über Mut, Feigheit, Kollaboration und Verdrängung.“

La lecture commence avec deux citations. La première du ministre d'Etat Pierre Dupong devant l'Assemblée consultative, le 5 avril 1945 (le Grand-Duché est libéré, mais la guerre n'est pas finie): „J'ai toujours défendu la thèse que le peuple luxembourgeois a résisté dans sa presque totalité, les uns de cette façon, les autres d'une autre façon, les uns par des actes d'héroïsme, les au-

tres par des actes de résistance passive, et tous ceux-ci ont le droit de se réclamer de la Résistance.“ La deuxième du député CSV Lambert Schaus, qui déclare le même jour: „D'Resistenz vun der Grande-Duchesse, der Regierung an dem Vollek ass e Block, e Ganzt. Mär als di stäerkst Partei vum Land loossen esou eng Meenung net opkommen, wéi wann net d'ganzt Vollek resistéiert hätt.“ Le mythe de la nation résistante, élaboré par le gouvernement déjà pendant son exil, fut définitivement lancé.

## Les archives de l'Épuration

La lecture est constituée essentiellement par des citations des dossiers de l'Épuration administrative, l'enquête disciplinaire faite après la guerre sur l'attitude notamment des hauts fonctionnaires. Trois dossiers sont évoqués, ceux de Louis Simmer, responsable au sein de la Commission administrative pour l'Instruction publique et les Cultes, de l'inspecteur principal Michel Reuland et de l'inspecteur de l'arrondissement d'Esch-sur-Alzette, Nicolas Schmitt. Les deux inspecteurs furent démis de leur fonction, Simmer fut réprimandé. Les voix de résistants comme Albert Wingert sont citées en contrepoint. Des sources fort intéressantes pour les historiens, pour qui les plus de 20.000 dossiers de l'Épuration administrative restent encore largement à analyser.

Le dossier Louis Simmer symbolise non seulement la collabo-

ration de la Commission administrative avec l'occupant mais aussi le silence sur cette collaboration jusqu'à ce que Serge Hoffmann lance le débat en 2012 avec une lettre ouverte au premier ministre, débat qui a conduit au Rapport Artuso et aux excuses officielles de la Chambre et du Gouvernement à l'égard de la communauté juive, 75 ans après les faits (voir mes feuillets du 21 février sur Simmer et du 13 juin sur les excuses dans le *Tageblatt*).

Une citation de Louis Simmer, extraite de son mémoire de défense devant les commissions d'épuration, mérite d'être soulignée: „D'ailleurs, si j'obéissais aux ordres de service du Gauleiter en transmettant certaines de ses décisions, je ne l'ai pas fait sans réserve. Comme chrétien, j'étais décidé à refuser de souscrire à tout ordre qui toucherait à la religion (j'étais chargé des cultes).“ Simmer affirme encore: „Je n'ai jamais reçu aucun ordre concernant des questions religieuses.“

En marge de ces affirmations, Robert Als, ministre de l'Intérieur et de l'Épuration de février à novembre 1945 note au crayon rouge: „Jüdische Kinder heraus! Mischlinge heraus!“ Als rappelle que Louis Simmer a sous le couvert de la Commission administrative et sous sa signature exclusive adressé des circulaires antisémites allemandes au personnel des écoles, qui conduisent à l'exclusion des élèves et enseignants juifs. Il ordonne aussi de signaler les „Mischlinge“.

Simmer est-il amnésique? Oubli, refoulement ou mensonge? Quelles étaient ses motivations? La peur? L'antisémitisme catholique? Ou bien ces circulaires s'expliquent-elles par une attitude que son Dienstleistungszeugnis allemand de mars 1943 qualifie de „bescheiden, fleißig und in hohem Maße pflichtbewusst“?

C'est justement cette docilité que les délégués de l'enseignement secondaire dénoncent dans leur rapport dans le cadre de l'enquête sur Simmer, dont ils exigent la dégradation: „La peur et l'exemple de ses supérieurs hiérarchiques ont décidé Monsieur Simmer à rester et à obéir. Que serait-il advenu si tout le monde avait agi de la sorte et si tout le monde s'était fait l'instrument docile de l'ennemi? Monsieur Simmer était un homme en vue (...). Il a fléchi et cet exemple venant de la part d'un supérieur devait logiquement entamer le moral des subordonnés. Tout le monde ne peut pas être un héros. Mais n'est-il pas permis d'attendre du courage et un peu de cran de la part d'un chef même et surtout aux heures critiques?“ Als transforme la dégradation en réprimande. La clémence à l'égard des hauts fonctionnaires est souvent de mise dans le cadre de l'Épuration administrative. Dans une résolution du 8 novembre 1947, la Ligue luxembourgeoise des prisonniers et déportés politiques (LPPD), demande „la publication immédiate des enquêtes aux fins d'établir les responsabilités des fonctionnaires supérieurs pendant la guerre, l'annulation des décisions prises et le réexamen immédiat de leurs dossiers“. Une résolution restée sans suites.

„Courage, lâcheté, collaboration, refoulement“. Une lecture de textes pose des questions importantes et montre que ces questions furent posées dès 1945. Ce faisant, elle soulève une autre interrogation: Pourquoi les historiens n'ont-ils pas après 1945, et pendant 70 ans, entrepris des recherches approfondies sur la collaboration d'une partie des élites luxembourgeoises avec l'occupant? Pourquoi les aspects positifs du passé ont-ils été et sont-ils soulignés et les aspects jugés négatifs relativisés, minimisés, voire passés sous silence?

La vérité n'est pas seulement difficile à atteindre. La vérité dérange. Et pourtant, pour paraphraser un autre président français, rechercher et oser affronter des vérités historiques même désagréables, „c'est tout simplement défendre une idée de l'homme, de sa liberté, de sa dignité“.



„Luxemburg Mai-Dezember 1940: Unglücklich die Zeit, die Helden nötig hat“: une soirée de lecture aura lieu le 28 et 30 octobre au Théâtre des Casemates



Lauscht och dem Denis Scuto säi Feuilleton op Radio 100,7, all Donnesch-

deg um 10.40 Auer (Rediffusion 19.20) oder am Audioarchiv op [www.100komma7.lu](http://www.100komma7.lu).